Le compte personnel de formation (CPF)

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le CPF a remplacé le droit individuel à la formation (DIF).

L'hébergement du CPF et son accès direct pour tout agent concerné sera assuré par le portail externe CPF de la caisse des dépôts et consignations (CDC) sur www.Moncompteactivite.gouv.fr .

Références :

- Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;
- Décret n ° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- Circulaire du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique.

Le renforcement des droits à la formation par rapport au DIF

- 24 h par an jusqu'à 120h maximum
- Puis 12h par an jusqu'à 150h maximum
- Droits supplémentaires pour les agents les moins qualifiés

- Droits **transférables** entre le secteur public et privé et sont conservés tout au long de la carrière
- Utilisation par anticipation dans certains cas

Un élargissement des bénéficiaires :

- Tout **fonctionnaire** titulaire ou stagiaire,
- Tout **agent contractuel**

Droits mobilisables pour :

Toute action de formation, hors celle d'adaptation au poste de travail, ayant pour objet le développement des compétences nécessaires à la **mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle** :

- Exemples:
- les formations de préparation aux examens et concours,
 - la VAE,
 - le bilan de compétences,
 - les périodes de professionnalisation,
 - le congé de formation professionnelle.

Etapes de mise en œuvre

1) Jusqu'au 30 avril 2018 : reprise des droits acquis au titre du DIF au 31 décembre 2016 :

- Pour les agents titulaires (*sauf agents sans régime indemnitaire et en disponibilité*) , reprise automatique via le système de régime de retraite additionnelle,
- Pour les agents contractuels employés au 31/12/2016 et ayant un an d'ancienneté et les titulaires faisant exception , reprise via transfert de fichier des employeurs vers la CDC.

2) Avant le 1er juin 2018 : conversion des droits DIF en droits CPF et alimentation automatique des comptes par la CDC pour 2017 .

- Les agents pourront consulter leur compte à partir de cette date, après l'avoir activé.
- Chaque employeur devra informer les agents de cette première alimentation.
- Cette alimentation sera par la suite faite automatiquement chaque année au titre de l'année n-1.

Étapes de mise en œuvre

3) Jusqu'au 15 novembre 2018 : session de rattrapage et droits consommés au titre de 2017.

→ Les comptes non alimentés en heures DIF ainsi que les comptes comportant une erreur pourront ainsi être corrigés par saisie manuelle des gestionnaires des établissements.

Attention : Il est à noter que lorsqu'un agent a plusieurs employeurs (ex : professeur qui exerce sur différents établissements) , les données saisies en dernier par un employeur effacent les données précédentes.

Ces grandes étapes sont décrites dans les guides fournis par la Direction générale de la fonction publique. Le guide concernant la décrémentation des droits est en cours de rédaction.

Financement de la formation

- Le décret du 6 mai 2017 offre la possibilité aux employeurs publics de déterminer des plafonds de prise en charge des frais dans le cadre de l'utilisation du compte personnel de formation.
- Un **arrêté ministériel** viendra donc fixer un **montant plancher** ainsi que le **plafond** de prise en charge du CPF.
- Dans le respect de ces montants, chaque employeur pourra ensuite définir ses propres modalités de prise en charge au travers d'une **délibération de son conseil d'administration**.
- Il est à noter qu'en l'absence d'arrêté ministériel, le décret prévoit que la prise en charge par l'employeur serait alors totale.

Bilan

- Avant le 1^{er} juin 2018, l'objectif est d'atteindre les deux premières étapes de la mise en œuvre du CPF (récupération des droits DIF et alimentation des compteurs CPF)
- Les employeurs n'ayant pas encore d'habilitation doivent prendre contact avec la CDC.
- **Le 17 mai 2018**, un tchat entre les employeurs et la DGAFP est prévu via un lien qui devrait vous être envoyé.
- **Rattrapage possible du 15 septembre au 15 novembre 2018 sur le portail de la CDC.**
- A partir de 2019, la décrémentation se fera au fil de l'eau par les gestionnaires sur l'application de la CDC.